a

**Bilan de législature 2016-2021 (EàG)**

Le groupe Ensemble à Gauche (EàG) - Parti Ouvrier et Populaire, solidaritéS, indépendant.e.s - a occupé 11 des 100 sièges du Conseil communal de la ville de Lausanne pendant la législature 2016-2021. Bien qu’EàG soit l’une des plus petites formations politiques représentées au Conseil communal, bien loin derrière le parti socialiste (33 sièges) ou le PLR (21 sièges), elle a été l’une des plus actives et engagées tout au long de la législature. Défendant sans relâche les travailleuses et les travailleurs, les personnes les plus démunies, les sans-abris ou les sans-papiers contre les assauts d’une droite toujours plus prompte à couper dans les services publics, les prestations sociales ou les droits des employé.e.s, EàG s’est également particulièrement investi pour la protection de l’environnement et du climat.

Parvenant à la fin de la présente législature, qu’il nous soit permis de proposer ici un bilan synthétique de nos principales interventions. Contrairement aux autres formations de gauche qui composent le Conseil communal, nous avons tenté de ne pas oublier nos promesses électorales dès le lendemain des élections. Les interventions énumérées ci-dessous démontrent que nous n’avons pas attendu celles-ci pour défendre, par des actes, les idées avancées dans notre programme. Ce bilan serait incomplet sans une pensée pour Jeanine Resplendino et Pierre-Yves Oppikofer, militante et militant infatigables de la gauche radicale qui malheureusement nous ont quittés bien trop tôt.

**Nos élus**

Ont siégé pendant la législature :

* Alain Hubler, chef du Groupe EàG
* Marlène Voutat, présidente du Conseil communal (2017-2018)
* Alix Aubert
* Hadrien Buclin
* Claude Calame
* Magali Crausaz Mottier
* Pierre Conscience, Président de la Commission de gestion (2019-2020)
* Jean-Michel Dolivo
* Johann Dupuis, Président de la Commission des finances (2020-2021)
* Laura Manzoni
* Céline Misiego
* Vincent Mottier
* Johan Pain
* Jeanine Resplendino, ✟
* Pierre-Yves Oppikofer, ✟

**Les principaux combats d’EàG pendant la législature 2016-2021**

1. ***Urgence écologique***

Alors que la lutte contre le réchauffement climatique est sur toutes les lèvres depuis les énormes mobilisations populaires de l’année 2019, et que tous les groupes politiques tentent de verdir leur programme in extremis avant les élections, EàG a été le groupe politique le plus actif au conseil communal dans le dépôt d’initiatives claires et immédiates à ce propos.

En effet, EàG a été à l’origine du plan climat de la Ville de Lausanne par un postulat déposé en 2018. Nous avons, également par voie de postulat, initié l’écologisation complète du système de chauffage à distance, qui est alimenté encore à hauteur de 40% par des gaz d’origines fossiles, et du même coup la sortie des SIL de leur dépendance aux agents fossiles. Nous avons également obtenu, de haute lutte, de la CPCL un désinvestissement total des agents fossiles. Avec le dépôt d’une initiative pour une ville sans voitures et d’une autre pour que la ville organise des assises lausannoises du climat afin que la population soit intégrée aux décisions prises dans le cadre du plan climat, nous avons agi, avec succès, dans tous les domaines prioritaires pour la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre en ville de Lausanne. Enfin, chaque année depuis 2018, nous avons demandé que les fonds affectés au remplacement des énergies fossiles par des énergies renouvelables pour la production de chaleur soient augmentés par le biais d’amendements au budget ; ces demandes ont malheureusement été refusées par la majorité, verts inclus, retardant d’autant la transformation nécessaire des SIL pour le remplacement total des agents fossiles.

L’urgence écologique ne se résume toutefois pas à la lutte contre le changement climatique. EàG a exigé de la Ville qu’elle soit plus active dans le domaine de l’agriculture urbaine, qu’elle reconvertisse sa restauration collective au bio et que la fréquence des repas végétariens soit augmentée. Nous nous sommes également opposés à l’ouverture d’une nouvelle chaîne de fast food en plein centre-ville, pour des raisons à la fois environnementales et de santé publique.

Parce que la lutte contre la surconsommation est une dimension essentielle de la lutte pour une Lausanne plus écologique, le groupe EàG a exigé que la Ville intervienne contre les pratiques dites du « Black Friday » et qu’elle limite la publicité commerciale en ville, en particulier dans les transports publics où celle-ci prend désormais une place démesurée.

Concernant la mobilité, EàG s’est associé aux Verts, par le biais de plusieurs interpellations urgentes, pour lutter contre le projet de barreau Vigie-Gonin qui aurait entrainé la destruction d’une bonne partie de la forêt du Flon. Au contraire de la Municipalité qui voulait construire une nouvel axe en plein centre-ville, nous avons demandé de mieux exploiter le réseau ferroviaire sous-terrain ( ??? ) partant de la guerre de Sébeillon pour le transport de marchandises au centre-ville. En outre, nous avons demandé l’instauration de la lmitation à 30km/h sur la « petite ceinture » et l’ensemble du périmètre qu’elle délimite . Nous nous sommes également attelés à demander une véritable politique de réduction du bruit routier, financée par ceux quien sont la cause. Par ailleurs EàG a exigé de la Municipalité de mettre un terme aux vols de plaisance à la Blécherette en raison de la pollution de l’air et de la pollution sonore entrainées.~~, qui ne correspondent plus à une ville qui doit limiter ses émissions de GES~~. Nous voulons également que la ville lutte contre la présence intempestive des SUV, nocifs pour le climat, pour la pureté de l’air, tout comme pour la sécurité des piétons. Nous avons de plus obtenu ~~par un amendement gagné au plénum~~ que la Ville crée une subvention à l’achat d’un vélo mécanique, sur le modèle de sa pratique pour les cycles avec assistance éectrique. Enfin, plusieurs de nos initiatives ont requis l’amélioration des liaisons cyclables et des liaisons piétonnes dans l’agglomération lausannoise, dans le sens de la mobilité douce.

***Urgence écologique – liste des dépôts***

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Action** | **Pourquoi c’est important** | **Auteur** | **Date** |
| [Question écrite - Le Black Friday, vendredi noir pour la planète, pour le commerce local et pour la santé, est-il compatible avec le semi-confinement ?](https://extranet-cc.lausanne.ch/goeland/document/docview_extranet.php?iddocument=1608497) | La Municipalité trouve-t-elle pertinent d'accepter des soldes et l'extension des horaires d'ouverture des grosses enseignes, notamment en période de crise sanitaire?  | Laura Manzoni | 24.11.20 |
| Question écrite « Quel impact environnemental de l’affichage publicitaire des transports publics lausannois (tl) ? » | Demande visant à stopper l’impact environnemental négatif de l’affichage publicitaire dans les transports publics lausannois (tl) qui pollue visuellement nos rues et avenues | Johan Pain | 02.11.20 |
| Postulat "Pour la constitution «d'assises lausannoises du climat" | Intervention pour que la Ville mettre sur pied des assemblées populaires voire citoyennes pour faire participer et codécider la population lausannoise à l'élaboration et à la mise en œuvre du plan climat | Johann Dupuis | 06.10.20 |
| Postulat "Au galop vers la Ville sans voitures" | Postulat visant à faire de Lausanne un ville basée à 100% sur la mobilité douce et les transports publics, pour lutte contre le changement climatique, le bruit et la pollution atmosphérique et pour avancer vers la ville de demain | Johann Dupuis | 06.10.20 |
| Amendement “création d’une subvention aux vélos sans assistance électrique” | Demande que la Municipalité d'allouer une enveloppe de CHF 178'000.-par l'intennédiaire du Fonds communal pour le développement durable, pour financer une subvention à l'achat de vélos sans assistance électrique en faveur des Lausannois et Lausannoises de 14 ans et plus, à la hauteur de 15% du prix d'achat avec un plafond maximum de CHF 300.-par personne. Le Fonds pourra être repourvu, si nécessaire, à la fin 2023 | Magali Crausat | 22.09.20 |
| Interpellation urgente "Luttons ensemble contre le COVID et les nuisances environnementales du trafic routier" | Intervention dans le but que la Municipalité pérennise toutes les mesures de réduction du trafic et de promotion de la mobilité douce ainsi que des transports publics qu'elle a prononcées depuis la crise du COVID19 | Johann Dupuis | 19.05.20 |
| Interpellation urgente "Abandon du projet de rampe Vigie-Gonin: épargner la forêt du Flon, mais renoncer à limiter le bruit, la congestion, la pollution de l'air et les émissions de gaz à effet de serre ?" | Dénonciation des concessions que la Municipalité s'apprêtait à faire à la droite en matière d'accessibilité au centre-ville des voitures. Gain du votre sur la résolution suivante: « Le Conseil communal souhaite que la Municipalité lui soumette les nouvelles mesures d'accompagnement au tram T1 le plus rapidement possible.»  | Johann Dupuis | 03.03.20 |
| Interpellation "Des vendredis pour le climat aux vendredis noirs pour la planète ?" | Comment la Ville justifie-t-elle l'acceptation de pratiques de surconsommation (faux soldes et extension des horaires d'ouverture des grosses enseignes) en temps d'urgence climatique et d'élaboration de son plan climat ? | Laura Manzoni | 14.01.20 |
| Postulat de Conscience Pierre et crts - Aéroport de la Blécherette : en finir avec un vestige du passé |  Suite du Postulat Buclin sur le même thème | Pierre Conscience | 10.12.19 |
| Interpellation ordinaire "Les SUV une plaie pour le climat et les villes…" | Les SUV occupent une place disproportionnée en ville et consomment trop d'énergie | A. Hubler | 05.11.19 |
| [Postulat - La désaffectation des Halles CFF de Sébeillon : et la lutte contre les changements climatiques ?](https://extranet-cc.lausanne.ch/goeland/document/document_data.php?iddocument=1453868) | Demande de maintenir les rails des anciennes Halles CFF de Sébeillon afin de développer à l'avenir le transfert de marchandises par le rail | Laura Manzoni | 12.09.19 |
| Interpellation urgente - Lausanne ville pionnière...dans la dénonciation de jeunes grévistes pour le climat  |  Quelle image veut donner la Ville et comment justifie-t-elle la dénonciation et la répression de jeunes grévistes pour le climat dont un mineur, alors que les manifestations se multiplient partout sur la planète et que Lausanne vient d'accueillir le sommet "smile for future" ? | Laura Manzoni | 28.08.19 |
| Postulat "De l'eau dans le gaz ? Sortir Lausanne et son chauffage à distance de leur dépendance à l'économie gazière pour protéger le climat et assurer la transition énergétique" | Postulat demandant aux services industriels d'éliminer les agents fossiles de leur offre en chaleur avant 2050, conformément aux accords de Paris sur le climat | Johann Dupuis | 21.05.19 |
| Postulat Un billet de bus pour tous les enfants ! | Seuls les enfants habitant à plus d’1 km de l’école bénéficient d’un abonnement, abonnement qu’ils et elles peuvent utiliser pour toutes leurs activités extra-scolaire. Ce postulat souhaite réparer une inégalité et permettre à la Municipalité de se mettre en conformité avec notre Constitution, mais il souhaite également ~~voir plus loin et~~ permettre aux enfants de pouvoir se développer harmonieusement sans que le coût du déplacement soit un problème. Il souhaite enfin permettre de développer une habitude à utiliser les transports publics dès le plus jeune âge. | Céline Misiego | 12.03.19 |
| Postulat “Favorisons des camps scolaires écologiques” | Ce postulat vise à ce que la Ville ne subventionne plus les camps scolaires pour lesquels le déplacement se fait par avion. | Céline Misiego | 12.02.19 |
| Postulat "Pour l'adoption d'un "plan climat" par la Municipalité de Lausanne" | L'intervention exigeait de la Ville de Lausanne un plan climat conforme aux accords de Paris qui est devenu un des principaux objets de cette législature et de la future | Johann Dupuis | 20.11.18 |
| Postulat« Pour des modes de déplacement respectueux de toutes et tous» | Demande à la Municipalité d'étudier l'opportunité de lancer une grande campagne de sensibilisation pour une conduite dans le respect mutuel des usagères et des usagers de la route, quel que soit leur moyen de déplacement.  | Claude Calame | 17.08.18 |
| Postulat "Pour un fonds d'assainissement et d'indemnisation en matière de bruit routier" | Demande à la Ville de Lausanne de constituer un fonds d'assainissement et d'indemnisation du bruit routier qui soit financé à 100% par le pollueur, soit le trafic routier. | Johann Dupuis | 08.05.18 |
| Postulat - Encore une autre chaîne internationale de fast-food au centre-ville. Sera-t-il bientôt impossible de manger une nourriture saine et variée à Lausanne ? | Dans le cadre de l'ouverture d'un mastodonte de la malbouffe au Flon, la Ville ne voudrait-elle pas chercher des solutions afin de régulariser le nombre d'enseignes de restauration rapide (au nom de la survie des petits bistrots, d'une nourriture saine et variée, de l'écologie et de la santé de la population)?  | Laura Manzoni | 08.05.18 |
| Rapport de minorité postulat Buclin Désinvestissement énergies fossiles | La Municipalité voulait classer ce postulat sans action aucune sur la charge en CO2 des investissements de sa caisse de pension. Une minorité, emmenée par EàG, a convaincu la Municipalité de faire marche arrière. Aujourd'hui la CPCL annonce un objectif de réduction de 80% des ses émissions de gaz à effet de serre | Johann Dupuis | 15.03.18 |
| Interpellation - Halles CFF : une occasion d'inverser la tendance | Étudier la possibilité d'utiliser les anciennes Halles CFF de Sébeillon et les rails existants menant à Tridel, pour l'acheminement des marchandises par le train plutôt que par camion | Laura Manzoni | 06.03.18 |
| Interpellation urgente " Le barreau Vigie-Gonin : quel plan B pour cette liaison routière ayant 'échappé à tout contrôle démocratique' ?" | Intervention dans le but de conduire la Municipalité à renoncer à la liaison Vigie-Gonin et à préparer un plan B compte tenu du jugement du TAF estimant que la procédure n'avait pas les qualités démocratiques requises | Johann Dupuis | 13.02.18 |
| Postulat du « Moins d’attente aux feux rouges pour les piétons pour faciliter leurs déplacements » | Demande que les déplacements piétons soient plus encouragés et facilités à Lausanne tout en les protégeant dans leurs espaces réservés des autres usagers de la mobilité | Johan Pain | 03.01.18 |
| Postulat "Plus de bio régional dans la restauration collective lausannoise !" | Demande que la Municipalité réoriente vers l'agriculture biologique la restauration collective en ville de Lausanne | Johann Dupuis | 14.11.17 |
| Postulat "Des aménagements pour la mobilité douce sur le pont Chauderon" | Demande à la Ville d'améliorer les aménagements cyclables sur le pont chauderon qui sont déficients en direction du sud. | Johann Dupuis | 03.10.17 |
| Postulat "Voies express vélo et rues cyclables" | Demande à la ville de développer un véritable réseau de voies express et de rues cyclables, qui sont des liaisons de haute qualité et ininterrompues afin de favoriser le transfert modal | Johann Dupuis | 17.01.17 |
| Postulat de Dupuis Johann et crts - Responsabiliser les grands commerces par rapport au recyclage des déchets d'emballage | Exigence que les grands commerces reprennent l'ensemble des déchets d'emballage qu'ils vendent avec leurs produits et que les citoyens lausannois doivent ensuite payer pour éliminer | Johann Dupuis | 17.01.17 |
| Postulat “Où sont passées les Journées sans voiture ?” | Ce postulat demande à La Municipalité d’organiser à nouveau les journées sans voiture, en fermant l’accès aux véhicules motorisés à certaines rues de la Ville | Celine Misiego | 31.10.16 |
| Postulat « 30 km/h sur la “Petite Ceinture“ et dans son périmètre » | Demande de déclasser la « Petite Ceinture », avec une réduction de la vitesse autorisée à 30 km/h non seulement sur l’ensemble de son parcours, mais dans tout le périmètre qu’elle délimite | Claude Calame | 27.09.16 |
| Postulat "Pour un soutien plus actif de la Ville aux initiatives liées à l'agriculture urbaine" | Initiative de soutien à l’agriculture urbaine. Elle propose notamment de recenser les terrains qui pourraient être mis à disposition des habitants ou d’associations pour des démarches d’agriculture urbaine. Il s'agit notamment de planifier de manière plus systématique des espaces pour des jardins collectifs dans les nouveaux quartiers ou blocs d’immeubles ainsi que dans les zones faisant l’objet de réaménagement urbain. ~~Nous proposions d’ouvrir de nouveaux plantages de la Ville pour raccourcir les listes d’attente des Lausannois désirant y obtenir une parcelle. Enfin, la proposition visait également à organiser des cours de permaculture à l’intention des habitants intéressés, par exemple en collaboration avec la ferme de Rovéréaz.~~ | Hadrien Buclin | 23.08.16 |
| Postulat de Buclin Hadrien et crts - Pour une réduction conséquente des nuisances sonores provoquées par l'aéroport de la Blécherette et des dangers relatifs au trafic aérien en zone urbaine |  En tant qu’aéroport de loisirs et pour le transport privé, l’infrastructure de la Blécherette est une aberration écologique, ~~dont l’emploi est très largement réservé à des personnes qui ont de gros moyens financiers. De surcroît, il provoque des nuisances sonores importantes et comporte des risques importants liés à tout trafic aérien.~~ Réalisé avec les associations de riverains, ce postulat demandait d’interdire les départs de vols en direction de l’agglomération lausannoise, de réduire le nombre de vols et établir un protocole pour réduire le niveau de nuisances sonores. Depuis, le postulat a été adopté, mais les nuisances perdurent. Ainsi, nous défendons désormais la fermeture de cet aéroport pour toutes les utilisations de loisirs ou de transport ordinaires, son emploi pour la REGA et pour les services d’urgence devant être préservé.  | Hadrien Buclin | 07.06.16 |

1. ***Lutte contre les inégalités***

EàG a été la seule formation politique à thématiser au conseil communal le problème des pratiques policières discriminatoires, contribuant à visibiliser le combat contre le racisme systémique. Nous avons notamment demandé la création d’une instance de plainte indépendante ainsi que la délivrance d’un reçu à chaque interpellation de police. Nous avons également exigé que la formation des policières et policiers soit améliorée et mieux adaptée aux besoins d’une ville moderne comme celle de Lausanne, qui n’a guère besoin d’interventions policières brutales, coûtant la vie à des personnes. Nous avons également dénoncé le huis clos régnant autour des rapports sur la police réalisés par le comité d’éthique et nous avons obtenu du Municipal concerné que ces rapports soient communiqués de manière transparente à la population.

Nous avons contesté avec force l’efficacité du dispositif de prise en charge de la problématique de la drogue à Lausanne. La tendance à une politique centrée avant tout sur la répression et l’accentuation de la présence policière s’est en effet accélérée sous l’effet de « l’affaire Fernand Melgar ». Or cette politique ne mène qu’à un report du deal et de la consommation de drogues à l’abri des regards, tandis que les volets de prévention et de réduction des risques sont toujours aussi négligés, comme le démontrent des rapports d’experts comparant la situation de Lausanne avec celle de Berne et de Zürich ; la Municipalité n’a pas voulu en tenir compte.

EàG est également le groupe politique le plus actif dans la défense des personnes sans abri et des sans-papiers. Nous avons déposé nombre d’objets demandant l’augmentation et la pérennisation des places en accueil d’urgence, ainsi que l’amélioration du soutien aux personnes dans le besoin en cette période de crise. Il faut ici rendre hommage à notre camarade Claude Calame, qui n’a cessé de se soucier des conditions de travail et des possibilités d’accueil des personnes dans le besoin dans des structures telles que l’Abri, le Répit ou désormais l’Étape. Nous nous sommes également opposés à l’application sur le territoire communal de l’interdiction de la mendicité, récemment jugée contraire aux droits de l’homme par la CEDH.

Pour éviter que l’égalité des genres reste une expression vaine, EàG a exigé que toute subvention ou financement octroyé par la ville de Lausanne soit conditionné au respect de l’égalité salariale par le bénéficiaire ~~pour que la Municipalité influe réellement sur l’égalité également en dehors des murs de l’administration.~~ Nous avons aussi demandé une meilleure prise en compte des victimes de viol. Nous exigeons, enfin, que les tampons et serviettes hygiéniques soient mis à disposition gratuitement dans les établissements scolaires.

Concernant l’intégration des étrangères et étrangers, nous avons formulé une requête claire et sans équivoque : les processus de naturalisation actuels passant par des commissions à huis clos sont arbitraires et doivent être profondément réformés afin de céder leur place à un processus administratif, neutre, respectueux de la personne quelque soit ses origines et basé sur des critères définis précisément.

***Lutte contre les inégalités - liste des dépôts***

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Action | Pourquoi c’est important | Auteur | Date du dépôt |
| Interpellation urgente " La Municipalité doit faire preuve de transparence sur les analyses de pratiques policières réalisées par le Comité d'éthique" | La Municipalité a mis sous le tapis plusieurs rapports du Comité d’éthique de la police de Lausanne, révélant un manque de transparence grave, sur des sujets particulièrement sensibles. Ceci dans un contexte où la Municipalité doit déjà rendre compte de nombreux cas de violences et de discriminations survenues dans le cadre des interventions de police à Lausanne. Alors que la Municipalité a tout mis en œuvre pour qu’aucun débat démocratique sur ces rapports ne puisse avoir lieu avant l’élection, EàG a fait adopter la résolution suivante: « Le Conseil communal souhaite que la Municipalité rende publique l'intégralité des rapports qu'a réalisé et que réalisera à l'avenir le Comité d'Éthique de la police lausannoise, et fasse toute la transparence sur les analyses et propositions réalisées par cette institution à propos des pratiques policières à Lausanne. » | Pierre Conscience | 09.02.21 |
| Postulat “Tampons et serviettes hygiéniques mis à disposition gratuitement dans les établissements scolaires” | La menstruation est une fonction biologique naturelle du corps qui concerne la moitié du genre humain. Dans les écoles, il est primordial de limiter le plus possible les inégalités entre étudiant.es et la mise à disposition de ces produits d'hygiènes vise justement à corriger cette injustice.  | Céline Misiego | 25.08.20 |
| Interpellation "Après le COVID-19, pas de retour à l'anormale !" | Avec cette interpellation, nous avons défendu une bifurcation écologiste et solidaire pour faire face à la crise sanitaire et économique du coronavirus. Pour faire face à l'urgence écologique et sociale, nous avons défendu une nouvelle politique d'investissements renforcée visant à répondre plus amplement aux besoins grandissants de la population (en matière de santé, d'accueil de jour, de logement et de lutte contre la précarité notamment), tout en travaillant à réduire profondément son impact écologique. Nous avons enjoint la Municipalité à proposer au plénum une politique budgétaire qui prenne en compte ces besoins sociaux et la crise actuelle - si nécessaire en recourant à des emprunts supplémentaires ~~- et préciser, avant la fin de l'année civile 2020, les étapes par laquelle elle entend respecter son objectif de neutralité carbone pour 2030.~~ | Pierre Conscience | 19.05.20 |
| Interpellation "Comment garantir à toute la population lausannoise un accès égal aux moyens de protection contre le COVID-19 ?" | Considérant que la capacité financière ne saurait être un critère d'accès aux mesures de protection en période de pandémie, EaG a demandé à la Municipalité de garantir la mise à disposition gratuite de toute la population sur son territoire du matériel de protection sanitaire recommandé par l'Office fédéral de la santé publique, dans l'espace public, dans les transports publics et dans les établissements publics dont elle a la responsabilité, en particulier les solutions hydroalcooliques et les masques d'hygiène. Malheureusement, la majorité rose-verte n’a pas suivi cette recommandation. | Pierre Conscience | 19.05.20 |
| Question écrite “Des armoiries inclusives pour Lausanne ?” | Demande à la Municipalité d’utiliser les armoiries inclusives (présentant un lion et une lionne) utilisées par la Ville lors de la grève du 14 juin, en lieu et place des armoiries actuelles (présentant 2 lions) | Céline Misiego | 19.05.20 |
| Interpellation urgente COVID-19 "Confiné au printemps, à la rue en été ?" | Que souhaite faire la Ville pour aider les personnes ne pouvant pas payer leur loyer en raison de la crise sanitaire? | Laura Manzoni | 19.05.20 |
| Interpellation urgente « Sans papiers : perte du travail salarié et soutien municipal durant et après le confinement » | Demande que la ville de Lausanne soutienne ou mette sur pied un programme de régularisation des travailleuses et des travailleurs semblables à ce qu’a mis en place Genève avec l’opération Papyrus. | Claude Calame | 17.05.20 |
| Interpellation urgente « Logement d’urgence : pérennisation de l’accueil de nuit et de l’accueil de jour » | Demande la pérennisation des structures d’accueil d’urgence mis en place pendant la crise sanitaire | Claude Calame | 17.05.20 |
| Question écrite « Sans papiers et allocations de chômage en période de confinement » | Demande que la ville de Lausanne soutienne les personnes sans-papiers mises au chômage pendant la crise sanitaire | Claude Calame | 07.04.20 |
| Interpellation urgente "Répression des mouvements sociaux : les manifestantes et manifestants ont droit à d'autres réponses que celle de la matraque !" | Face à la recrudescence des manifestations écologistes et solidaires dans les rues de Lausanne, à plusieurs reprises la Municipalité a répliqué par une réponse policière et sécuritaire, plutôt que de chercher à répondre aux aspirations des personnes qui manifestaient, pourtant pacifiquement. EàG a protesté contre ces méthodes antidémocratiques et demandé à ce que soit scrupuleusement protégé le droit de manifester. | Pierre Conscience | 28.01.20 |
| Interpellation “Viol : comment les victimes sont-elles prises en charge ?” | Interpellation questionnant la qualité de la prise en charge des victimes de viol par la police lausannoise | Céline Misiego | 07.10.19 |
| Interpellation urgente "Rapport contrasté sur la politique de lutte contre le deal à Lausanne : quelles mesures correctives ?" | Dénonciation de la politique de la ville concernant la consommation de drogues. Cette politique est axée disproportionnellement sur la répression du deal et est lacunaire concernant les piliers de la prévention et de la réduction des risques. Adoption de la résolution suivante : "Le Conseil communal souhaite que la Municipalité lui présente une communication détaillée sur l'évolution qu'elle entend donner à son dispositif de lutte contre le deal de rue ainsi que sur les mesures concrètes qu'elle compte prendre suite au rapport 'rapport sur le deal de rue' daté du 19 décembre 2018 dans les plus brefs délais."  | Johann Dupuis | 12.03.19 |
| Interpellation urgente « Logement d’urgence et plan grand froid : Quelles mesures prévues pour l’hiver prochain ? » | Demande que des logements d’urgence en suffisance soient introduits pour que personne ne doive dormir dehors à l’arrivée de l’hiver. | Claude Calame | 27.10.18 |
| Interpellation urgente "De l'arbitraire dans l'octroi des droits politiques" | Alors même que ces partis défendent l’égalité des droits politiques pour toutes et tous au niveau fédéral, le PS et les Verts ont défendu une révision des pratiques en matière d’octroi des droits politiques, en conditionnant l’obtention de ceux-ci au fait d’accepter de serrer la main. Une telle disposition est contraire aux droits fondamentaux, puisqu’ils conditionnent l’accès à ces derniers à certaines pratiques culturelles. Nous l’avons donc combattue frontalement. | Pierre Conscience | 11.09.18 |
| Interpellation urgente "Gestion du deal de rue : la municipalité n'apprend-elle donc rien de ses erreurs passées ?" | Critique de la politique municipale en matière de drogue suite à l'affaire Melgar. Une politique de répression qui n'aura que pour effets de déplacer le deal et pas de réduire la consommation de stupéfiants en ville de Lausanne | Johann Dupuis | 12.06.18 |
| Postulat "Pour une formation des policiers et policières conforme aux besoins de la ville" | Le postulat demande donc à la Municipalité d'examiner les besoins en formation du corps de police de Lausanne du point de vue des interventions accomplies et des populations rencontrées, de vérifier que la formation de l'Académie de police de Savatan répond à ces besoins et le cas échéant, qu'elle entreprenne toutes démarches pour améliorer la formation de manière à pallier ces lacunes. | Céline Misiego | 24.04.18 |
| Postulat “Pas de financement sans égalité “ | Ce postulat demande à la Municipalité de mettre en place des outils pour s'assurer que toute entreprise ou institution bénéficiant de l'octroi d'une subvention communale ou l'adjudication d'un marché publie respecte l'égalité salariale femmes/hommes.  | Céline Misiego | 20.03.18 |
| Interpellation urgente de Hubler Alain et crts - Du contrôle de police à la mort ! | Demande d'explications sur l'action de la police en matière de lutte contre le deal suite à la mort d'un homme noir après un contrôle de police. | Alain Hubler | 20.03.18 |
| Postulat « Pour une pièce d’identité municipale à Lausanne » | Demande l’introduction d’une pièce d’identité municipale accessible à tou.te.s les personnes vivant en ville de Lausanne pour permettre à ses détenteurs de bénéficier d’un certain nombre de droits et de prestations. | Claude Calame | 01.10.17 |
| Postulat" Lutter plus efficacement contre les pratiques abusives : pour l'instauration d'un reçu à l'occasion de chaque interpellation de police" | A ce jour, il n’y a pas de régulation en matière de contrôle d’identité par les forces de l’ordre, ce qui laisse cours à l’arbitraire, notammen dans les contrôles au faciès. ~~De fait, des personnes se font contrôler de manière systématique, parfois plusieurs fois par jours, du seul fait que la couleur de leur peau les associe à certaines pratiques illicites, dans l’imaginaire d’agent de police.~~ Cette situation est inacceptable et EàG propose donc que toute interpellation de police soit notifiée par un reçu délivré à la personne contrôlée, de sorte qu’elle puisse, cas échéant, faire état de la recrudescence de ces contrôles et contester leur légitimité. Cette pratique a cours dans de nombreuses grandes villes d’Europe et n’occasionne pas de réelles complications. Malheureusement, le PS et les Vert-e-s se sont opposé-e-s à une telle mesure, pourtant élémentaire en matière de lutte contre les discriminations. | Pierre Conscience | 07.03.17 |
| Postulat " Mauvaises pratiques policières : Pour une instance réellement indépendante pour répondre aux plaintes et dénonciations formées à l'égard de la police" | Aujourd’hui, pour se plaindre de mauvaises pratiques policières, il faut s’adresser à.... la police ! En effet, la commission de déontologie de la police lausannoise, qui reçoit les plaintes exprimées à son encontre, est juge et partie, puisqu’elle est composée en large majorité de policiers et policières. ~~C’est une situation exceptionnelle qui n’a cours qu’au sein de cette institution. Cette état de fait bafoue les droits les plus élémentaires des personnes qui auraient à se plaindre de mauvaises pratiques policières.~~ En pratique, la plupart des personnes qui auraient à faire usagede cette instance y renoncent, constatant cette partialité. Quant aux quelques affaires qui remontent à cette commission, la plupart sont classées sans suite. EaG a donc proposé de mettre sur pied une instance similaire, mais qui soit strictement indépendante de l’institution policière. Malheureusement, la majorité rose-verte actuelle a rejeté la proposition. | Pierre Conscience | 06.12.16 |
| Interpellation " Modification de la Loi pénale vaudoise du 19 novembre 1940 (mendicité) : quelles conséquences pour Lausanne ?" | En septembre 2016, le Canton adoptait une loi interdisant la mendicité sur tout le territoire cantonal. Demande d'explications par la Municipalité sur les difficultés à appliquer cette loi en ville. | Alain Hubler | 01.11.16 |

1. ***Défense du service public***

Tout au long de la législature, EàG s’est battu pour défendre la qualité des services publics et les conditions de travail de ceux qui les délivrent. Les besoins de la population lausannoise, et particulièrement des plus démuni.e.s doivent être satisfaits par des prestations en nombre et en qualité suffisants.

Un des principaux combats de notre groupe a été la lutte pour une politique du logement plus abordable et plus écologique. L’affaire des immeubles 22 à 30 de l’avenue Druey, dont les locataires ont été expulsés suite à une opération spéculative, a été dénoncée par notre groupe ; elle est en effet représentative des insuffisances de la politique de la Municipalité, qui n’use pas assez du droit de préemption pour favoriser la mise à disposition de logements publics aux loyers abordables. Notre groupe est également intervenu pour que les allocations pour l’aide au logement soient distribuées de manière plus large et mieux ciblée afin de favoriser l’accès au logement des revenus modestes.

Par ailleurs, nous nous sommes battus pour les conditions salariales des employés de la Ville de Lausanne en remettant en question les impacts inéquitables d’  « Equitas » pour de nombreux employés. Nous sous sommes également engagés pour améliorer les conditions salariales des auxiliaires de la ville en demandant le versement d’un 13e salaire et, plus généralement, leur engagement par des contrats fixes. Notre camarade Johan Pain a également obtenu que soit abandonné le projet de la CPCL de repousser la date de versements des rentes, qui aurait mis les personnes les moins aisées en difficulté Les conditions de travail et la gestion extrêmement problématiques de la « Vaudoise Arena » ont également été dénoncées et nous avons demandé réparation pour toutes et tous les travailleurs qui auraient été lésé.e.s. De mêm piur les travailleurs de la STEP, en chantier. Nos camarades ont également dénoncé la situation du personnel des CMS et des soins à domicile en région lausannoise, dont les conditions de travail se sont détériorées ces dernières années en raison d’une gestion managériale Nous avons ainsi exigé que la Ville de Lausanne reprenne les CMS à son compte et dote leur personnel des mêmes conditions de travail que ceux du personnel communal.

Nous avons lutté contre les intentions de la Ville et de la droite de municipaliser l’animation socioculturelle par le dépôt de plusieurs interpellations urgentes critiquant les directions prises par la Municipalité. Les animatrices et animateurs socioculturel.e.s, les centres de quartier ainsi que les bénévoles qui s’y activent doivent continuer à jouir d’une grande autonomie, car ils sont les mieux placés pour déterminer les besoins de la population des quartiers.

Nous avons été fort actifs dans la défense de la culture. Année après année, nous demandons l’augmentation des subventions aux arts scéniques indépendants. En cette année marquée par le COVID-19, nous avons demandé que les fonds destinés au plan d’aide à la culture soient doublés dans le cadre du débat sur le budget 2021. Nous avons également critiqué la programmation du théâtre de Vidy qui semble de plus en plus prendre un tournant élitiste, diminuant son attractivité pour les couches populaires.

Enfin, un bilan de nos actions dans le domaine du service public serait bien sûr incomplet sans mentionner notre combat pour la gratuité des transports publics. Celui-ci se matérialise par une opposition frontale à chaque tentative des TL d’augmenter le prix des billets et à des amendements déposés année après année au moment des discussions sur le budget pour demander la gratuité des TP, pour les jeunes dans un premier temps.

***Défense du service public – liste des dépôts***

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Action** | **Pourquoi c’est important** | **Auteur** | **Date** |
| Interpellation urgente et résolution « Pourquoi l’injuste décision de la CPCL ? » | Intervention ayant pour but de faire renoncer à un changement dans les paiements des rentes des pensionnés.es de la Ville de Lausanne et des transports publics (tl, LEB) du début du mois à la fin du mois, car celui-ci était problématique en particulier pour les petits.es pensions | Johan Pain | 12.01.21 |
| [Postulat "Pour une nouvelle affectation des montants de l'Allocation d'aide au logement afin d'assurer l'accès à des logements abordables pour les lausannois.e.s"](https://extranet-cc.lausanne.ch/goeland/document/docview_extranet.php?iddocument=1599981) | La Ville pourrait proposer une nouvelle affectation des montants de l'Allocation d'aide au logement pour assurer l'accès à des logements abordables pour les lausannois.e.s. | Laura Manzoni | 25.10.20 |
| Postulat "Pour donner un vrai tournant écologique et social à la politique lausannoise en matière de logement" |  La crise sanitaire du COVID-19 met plus que jamais en exergue le fait que le logement est un besoin fondamental et qu’il doit être considéré comme un droit fondamental. ~~EàG a alerté la Municipalité sur des situations critiques, situations qui vont croître inéluctablement à mesure que va se développer la crise économique et sociale qui découle de la pandémie actuelle.~~ Pour faire face à la pénurie structurelle de logements abordables en temps de crise, EaG propose, avec ce postulat, de changer de politique du logement: 1) en renforçant sa politique d’acquisition et de construction de logements et en menant une politique du 100% loyers modérés ou abordables sur son parc locatif; 2) en mettant sur pied une régie publique de construction et de gestion de logements, sans but lucratif; 3) en mettant en place une plateforme communale d’échange d’appartements et de promotions de la colocation; 4) en demandant au Canton d’étudier l’opportunité d’une loi permettant la réquisition des logements et bureaux laissés vides afin de pouvoir construire de nouveaux logements d’utilité publique; 5) en mettant en place un programme d’urgence pour l’isolation obligatoire des bâtiments, à commencer par ceux de la Ville. | Pierre Conscience | 06.10.20 |
| [Question écrite - Quand sera versé le 13e salaire pour le personnel auxiliaire de la Ville ?](https://extranet-cc.lausanne.ch/goeland/document/docview_extranet.php?iddocument=1588315) | Pourquoi la Ville a-t-elle calculé le 13e salaire 2020 uniquement sur trois mois et a élaboré une nouvelle grille salariale revue à la baisse pour le personnel auxiliaire ?  | Laura Manzoni | 06.10.20 |
| Interpellation "Affaire Druey : que compte faire la Municipalité pour soutenir les ancien-ne-s locataires des immeubles 22 à 30 av Druey à Lsne et pour garantir la mise sur le marché locatif de logements à loyer abordable dans ces immeubles acquis par les RP ?" |  Ensemble à Gauche s’est engagé dès le premier jour au côté des locataires de l’Avenue Druey contre les ambitions spéculatives de leur propriétaire. Alors qu’il prétendait vouloir rénover l’immeuble, le propriétaire l’a finalement revendu au plus offrant, à savoir les retraites populaires. La Municipalité aurait pu user de son droit de préemption pour racheter l’immeuble, mais elle ne l’a pas fait. L’interpellation visait à demander des explicationsquant à ce manquement et un soutien pour les anciens locataires de l’immeuble. | Pierre Conscience | 22.09.20 |
| Question écrite « Covid-19 – conséquences et causes de la diminution de l’offre dans les transports publics lausannois (tl) ? » | Dénonciation du fait que l’offre tl a été diminuée à cause du Covid-19 avec comme conséquences des problèmes de distanciations sociales et sécurité à l’intérieur des véhicules tl du fait de la pénurie de conductrices/conducteurs | Johan Pain | 20.09.20 |
| Postulat "Pour des espaces de vie commune et des activités pédagogiques égalitaires au sein des écoles lausannoises" |  L’école doit être un lieu où chacun-e a droit aux mêmes conditions pour grandir et apprendre. Cela implique de combattre toutes les formes de discriminations au sein des espaces scolaires, notamment les discriminations liées au genre et aux orientations sexuelles. EaG a déposé ce postulat pour que des mesures soient prises en ce sens au sein des lieux de vie scolaire et parascolaire~~, en investissant les moyens financiers nécessaires et en impliquant tous les acteurs concernés, y compris et en premier lieu les enfants.~~ | Pierre Conscience | 19.05.20 |
| Question écrite. Plages lausannoises et déconfinement : qu’envisage la Ville pour les vacances d’été ? | Comment la Ville entend-elle gérer la réouverture des piscines publiques et l'utilisation de la jetée tout en veillant aux mesures sanitaires?  | Laura Manzoni | 19.05.20 |
| Question écrite urgente « Sécurité et protection de nos écoliers dans les transports publics (tl) à la reprise scolaire du 11 mai 2020 ? » | Questionnement sur la santé et la sécurité des élèves dans les transports publics lors de la reprise des écoles après le confinement du printemps concernant la distanciation sociale à l’intérieur des véhicules tl et les cadences de horaires | Johan Pain | 21.04.20 |
| Postulat « Pour des soins à domicile satisfaisant personnel et patient-es» | Les conditions de travail imposées au personnel, en particulier celui des auxiliaires, assumant les soins à domicile à Lausanne ne correspondent pas à leurs multiples enjeux, aussi bien médicaux que moraux et sociaux. Face à la dégradation des conditions de travail du personnel de la FSL et par conséquent face à la détérioration de l’appui médical et moral qu’il dispense pour une partie fragilisée de la population lausannoise, le groupe Ensemble à Gauche propose à la Municipalité d’étudier l’opportunité de reprendre entièrement à sa charge le financement et la gestion des sept CMS lausannois. | Claude Calame | 27.02.20 |
| Interpellation "Vaudoise Arena : des conditions de travail inacceptables !" | Face aux cas de mobbing et de mise sous pression extrême des travailleurs-d’usés dans le cadre des JOJ2020, EaG a protesté contre le silence de la Municipalité et l’absence de réponse pour défendre l’intégrité physique et morale de ses salarié-e-s. Par cette interpellation, EaG a demandé que soit strictement respectée la Loi sur le travail et les conventions collectives en vigueur au sein de toutes les sociétés dont elle est actionnaire ainsi que des entreprises sous-traitantes, et garantisse aux travailleurs-euses des sociétés dont elle est un actionnaire principal des droits et des conditions de travail équivalents à ceux qu'ils et elles auraient en étant employé-e-s directement par la Ville. ~~Nous avons également demandé à la Municipalité de garantir aux salarié-e-s du CSM SA qui ont dénoncé leurs conditions de travail et l'atteinte à leur santé et leur personnalité, une protection accrue leur permettant un retour au travail dans des conditions dignes ou de vraies perspectives professionnelles, ainsi qu'une pleine réparation du tort subi.~~ Enfin, nous avons demandé le départ du président du CSM SA et de celui de la Vaudoise Arena, vu leur rôle central dans ces cas de mauvaise gestion.  | Pierre Conscience | 11.02.20 |
| Interpellation urgente "Municipaliser l'animation socioculturelle pour mieux la démanteler ?" | Dénonciation des intentions de la Ville de municipaliser l'animation culturelle dans le but de mieux contrôler les activités des centres d'animation, ce qui aurait pour effet de réduire la qualité et la quantité des prestations. | Johann Dupuis | 10.12.19 |
| Interpellation urgente "La Municipalité a-t-elle mis tout en oeuvre pour garantir le réengagement des employés des PFO ?" | C’est une honte au bilan de la Municipalité sortante que d’avoir unilatéralement, sans annonce préalable et en plein été, décidé d’enterrer les Pompes funèbres lausannoise et d’avoir transféré au secteur privé ce service public essentiel à la population . ~~Les services concernés étaient prêts à faire le nécessaire pour maintenir à flot cette institution publique.~~ Cette interpellation visait à demander des comptes à la Municipalité. Malgré une large majorité du Conseil communal favorable au maintien des PFO, la Municipalité n’a pas entendu l’appel d’EàG.~~et est restée sur sa décision.~~ | Pierre Conscience | 05.11.19 |
| Postulat « Pour la création d'un Fonds pour les établissements scolaires » | Demande de créer un fonds pour les établissements scolaires qui servirait à chaque établissement pour avoir les moyens de financer de beaux évènements ponctuels. | Magali Crausaz | 21.05.19 |
| Interpellation « Qu’en est-il de la santé et des conditions de travail des conducteurs et conductrices aux transports publics lausannois ? » | Dénonciation des dégradations des conditions de travail et de la santé du personnel de conduite suite à une enquête syndicale du SEV | Johan Pain | 12.03.19 |
| [Postulat - Un 13e salaire pour tout le personnel auxiliaire et mensualisé de la Ville de Lausanne](https://extranet-cc.lausanne.ch/goeland/document/docview_extranet.php?iddocument=1368173) | Demande le versement d'un 13e salaire à tout le personnel de la Ville et de stabiliser les personnes en situation d'auxiliariat | Laura Manzoni | 04.02.19 |
| [Question écrite - Quel futur pour la politique des quartiers ?](https://extranet-cc.lausanne.ch/goeland/document/docview_extranet.php?iddocument=1277873) | Demande que la Ville assure que les conditions de travail et salariales du personnel de la FASL ne soient pas dégradées ainsi que le maintien de la CCT et de ses organes (délégation syndicale, commission paritaire et composition actuelle de la commission du personnel) | Laura Manzoni | 22.05.18 |
| Interpellation ordinaire et résolution « Management du personnel au sein de la Fondation Soins des CMS (Centres médicaux-sociaux et soins à domicile lausannois » | Dénonciation des conditions de travail de des employés.es de la Fondation Soins à domicile Lausanne (FSL) et de la maltraitance de la part du management ! | Johan Pain | 29.09.17 |
| Interpellation urgente de Hubler Alain et crts - Tempête sur un théâtre au bord de l'eau | Demande d'explication sur la position de la Municipalité vis-à-vis de la programmation du Théâtre de Vidy qui est remise en question par des artistes et metteurs en scène locaux. | A. Hubler | 23.05.17 |
| Postulat “Pages blanches pour Lausanne” | Ce postulat demande à la Municipalité d’étudier la possibilité et la meilleure opportunité de poser périodiquement des feuilles blanches sur les panneaux d’affichage publicitaire lausannois, permettant l’expression artistique des habitant.es ainsi qu’une pause bienvenue dans le martèlement publicitaire subit par les habitant.es de la ville. | Céline Misiego | 17.01.17 |
| FIM - Interpellation urgente de Buclin Hadrien et crts - Equitas : une mise en oeuvre inéquitable pour de très nombreux employés de la Ville ! |  EAG a été à l’initiative pour, avec les syndicats, faire reculer la Municipalité sur son projet initial de baisse des salaires de la fonction publique prévue dans la réforme "Equitas". Avec cette interpellation, nous avons fait adpoter une résolution au Conseil communal pour demander qu’aucune perte de salaire ne soit occasionnée par cette nouvelle grille salariale. La bataille n’est pas terminée, car de nombreuses situations individuelles doivent encore être réglées, mais la Municipalité a reculé sous la pression des syndicats et d’EàG. | Hadrien Buclin | 15.11.16 |
| Postulat "La Municipalité doit s'opposer aux hausses de tarif TL et Mobilis !" |  EàG s’engage pour des transports publics publics renforcés et gratuits. A contresens d’une politique écologiste et solidaire, la Municipalité ne s’est pas opposée au des augmentations des tarifs des TL, alors qu’elle siège dans son conseil d’administration. Notre ancien camarade Hadrien Buclin a donc déposé se postulat pour empêcher de telles hausses, qui prétériterait l’emploi des transports publics et creuserait les inégalités.  | Hadrien Buclin | 06.09.16 |

1. ***Finances publiques***

La définition du budget de la Ville de Lausanne est une des principales attributions du Conseil communal. Malgré cela, la plupart des groupes politiques de la gauche gouvernementale font preuve d’une apathie coupable lors de l’examen du budget. Cette apathie profite surtout à la droite qui, année après année tente, de couper dans les prestations des services publics et de réduire les sources de financement de la ville. EàG est le seul groupe de gauche qui, année après année également, s’oppose frontalement à la droite en proposant de revaloriser les prestations publiques et les investissements dans les secteurs clés que sont l’accueil de jour pour les enfants, le dispositif d’accueil d’urgence ou la transformation des systèmes de production d’énergie.

EàG s’est battu à tous les niveaux institutionnels contre la nouvelle réforme de l’imposition des entreprises (RFFA) qui a eu un impact majeur sur les finances de la ville de Lausanne. EàG a également dénoncé les pratiques fiscales du chef des finances cantonales dont les revenus échappent à l’imposition à Lausanne par un usage problématique de la notion de résidence secondaire.

Chaque année nous proposons des amendements au budget afin d’augmenter les postes dont le montant est trop bas pour correspondre aux besoins de la population ; et nous avons dénoncé le fait que les seuls investissements importants en termes d’engagement de personnel ont eu lieu dans le secteur de la police. Nous avons également combattu les initiatives visant à affaiblir le service public en réduisant ses sources de financement. Malheureusement, nos propres amendements et initiatives ont été la plupart du temps combattu par le PS et par les Verts, faisant le jeu des politiques d’austérité de la droite.

Parmi nos plus belles victoires, on trouve par exemple l’acceptation d’un amendement au budget 2019 qui annulait le nouveau taux d’encadrement des enfants en accueil de jour que la Municipalité voulait adopter, malgré les manifestations de plus de 8'000 personnes dans les rues de Lausanne. Nous avons également, dans le cadre du budget 2021, fait adopter un amendement qui annuler définitivement les scandaleuses subventions à l’achat de chaudières ou de véhicules à gaz d’origines fossiles, et un autre amendement visant à renforcer le dispositif d’acceuil d’urgence.

***Finances publiques – liste des dépôts***

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Action** | **Pourquoi c’est important** | **Auteur** | **Date** |
| Rapport de minorité Budget 2021 | EàG s'oppose à la politique budgétaire de la Municipalité qui expose une série d'amendements notamment pour augmenter les fonds à destination de la culture, de l'aide d'urgence ou de la lutte contre le changement climatique. | Johann Dupuis | 02.12.20 |
| Intervention contre l'arrêté d'imposition pour les années 2021-2024 | Opposition à la baisse du coefficient d'imposition en période de crise COVID-19, avec pour conséquence de supprimer la possibilité d'investir dans des solutions de sortie de crise dignes de ce nom, | Johann Dupuis | 09.06.20 |
| Rapport de minorité budget 2020 | Intervention exposant le refus d'EàG d'accepter un budget 2020 entérinant une politique de la caisse vide, consistant, d'une part, à réduire massivement les rentrées fiscales et empêchant, d'autre part, les investissements à large échelle que nécessiterait la lutte contre le changement climatique ainsi que le développement des prestations essentielles à la population, comme l'offre en crèche et garderie, le logement ou des transports publics accessibles. | Alain Hubler | 01.12.19 |
| Interpellation" Que pense Lausanne de la Réforme de la fiscalité et financement de l'AVS (RFFA) ?" | La Municipalité rose-verte a soutenu une réforme fiscale fédérale, la RFFA, prévoyant de gigantesques cadeaux aux plus gros actionnaires en Suisse, avec pour conséquence des pertes de dizaines de millions de francs par années, en particulier pour les finances lausannoises. ~~Une position à contresens d’une politique solidaire, qui se voudrait de gauche.~~ EàG a donc interpellé l’exécutif communal pour proposer une autre position vis-à-vis d’une réforme fisacale injuste. | Pierre Conscience | 12.03.19 |
| Discours sur le budget 2019 | Intervention à l'encontre de la politique budgétaire influencée par la droite, dénonçant les coupes dans les services publics, les impacts de la RIE 3 vaudoise et l'absence d'investissements compensant l'augmentation de la population lausannoise. Propositions d'une série d'amendements pour l'amélioration des services publics à hauteur de 7 millions. | Johann Dupuis | 04.12.18 |
| Amendement au budget pour que la ville de Lausanne renonce aux nouvelles normes de l'accueil parascolaire primaire | La Municipalité de Lausanne voulait adopter les nouvelles normes que l’Établissement intercommunal pour l’accueil parascolaire en primaire, baissant le taux d'encadrement des enfants. EàG fait passer un amendement de 500'000, annulant ainsi les baisses d'effectifs prévues dans les ressources humaines.  | Alain Hubler | 04.12.18 |
| Interpellation "Conséquences pour la Ville de Lausanne de la réforme vaudoise de la fiscalité des entreprises" | Pour que le canton compense les effets (négatifs pour les communes) de l'introduction anticipée de la RIE 3 vaudoise,. adoption de la résolution suivante: "Le Conseil communal souhaite que la Municipalité mette tout en oeuvre, si possible en coordination avec les autres communes vaudoises, pour que les effets de l'introduction anticipée de la RIE III vaudoise soient compensées par le Canton afin qu'ils n'induisent ni augmentation d'impôts pour les personnes physiques, ni coupes dans les prestations à la population."  | Alain Hubler | 22.05.18 |
| Interpellation urgente" Le chef des finances cantonales pratique-t-il une optimisation fiscale à la limite de la légalité et aux dépens du contribuable lausannois ?" |  EAG a interpelé la municipalité au sujet de l’"affaire Broulis" : habitant Lausanne, le Ministre vaudois des finances payait ses impôts communaux à Sainte-Croix. Nous avons contribué à faire toute la lumière sur cette affaire, en exigeant que M. Broulis abandonne sa pratique d’optimisation fiscale. | Pierre Conscience | 13.02.18 |
| Discours sur le budget 2018 | Dénonciation d'un budget extrêmement rigoriste basé sur un gel des engagements hormis dans la sécurité et dans le petite enfance. Voir l'intervention à partir de 1h18:30. https://www.sonomix.ch/live/lausanne/936 | Alain Hubler | 05.12.17 |
| Postulat " Lausanne "Zone hors TiSA" : que ça se voie !" |  Les accords TiSA visent à démanteler, au niveau international, un maximum de services publics ou les libéraliser et les soumettre à la loi du marché et aux requins de la grande finance. Si une ville ne peut, par elle-même, contester ces accords, elle peut exprimer son désaccord et manifester son souhait que la Confédération ne ratifie pas ce document. Comme Lausanne a rejoint le réseau des villes européennes hors-TiSA lors de la précédente législature, nous proposions d’organiser une campagne d’information à la population, pour l’informer sur le danger de ces accords et sur la position de la Ville à son propos. Proposition adoptée par le Conseil communal, mais que la Ville n’a jamais mise en oeuvre. | Pierre Conscience | 31.10.17 |
| Discours sur le budget 2017 | Discours dénonçant les impacts négatifs de l'application anticipée de la RIE 3 par le canton de Vaud et présentation d'un amendement sur l'augmentation des ressources pour l'accueil de jour. Voir à partir de 45min https://www.sonomix.ch/live/lausanne/754 | Hadrien Buclin | 06.12.16 |
| Interpellation "Tour Taoua : une somme rondelette encaissée par l'entreprise immobilière Losinger Marazzi" | Dénonciation des sommes reçues par le promoteur en dépit de l'abandon du projet de la tour Taoua | Hadrien Buclin | 01.11.16 |
| Interpellation " RIE 3 : des millions de pertes annuelles pour la ville de Lausanne" | EAG a été le fer de lance de la lutte contre la première tentative pour une troisième réforme fédérale de la fiscalité des entreprises (RIE 3), qui visait à octroyer d’immenses cadeaux fiscaux aux plus grandes entreprises en Suisse. Par cette interpellation, nous avons amené le Conseil communal à prendre position contre cette réforme qui aurait eu des conséquences catastrophiques sur les finances communales. Nous avons également demandé à la Municipalité de fournir le montant des pertes prévues, à savoir plus de 50 millions par an. | Pierre Conscience | 06.09.16 |